

Présidence du Conseil départemental du Val d'Oise

Cergy, le 24 janvier 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

GRAND PARIS EXPRESS

La Présidente du Département du Val d'Oise inquiète du devenir de la ligne 17 participera à la réunion de concertation vendredi prochain à la Préfecture de la Région

Le Premier Ministre a annoncé hier, lors de sa visite sur le site de Champigny, l'ouverture d'une consultation autour du projet de métro du Grand Paris Express afin « d'ajuster le calendrier à la réalité technique et budgétaire du projet ». Les élus du Département du Val d'Oise mobilisés depuis des mois pour la sauvegarde du tracé sont satisfaits que le Premier ministre reconnaisse le caractère indispensable du projet mais sont très inquiets sur le calendrier et le financement de la ligne 17 dont une gare est prévue sur le territoire du Val d'Oise (la seule du Grand Paris Express). C'est une nouvelle fois la crédibilité de la parole de l'État qui est remise en question et nos territoires qui pourraient être lésés. Une première réunion de concertation présidée par Edouard Philippe se tiendra ce vendredi.

Le gouvernement s'était engagé, devant les collectivités territoriales en 2010, puis de nouveau en 2013, à la livraison du Grand Paris Express pour 2024. Or, aujourd'hui, le respect du calendrier semble réellement compromis. Les élus du Val d'Oise craignent que cette consultation, demandée à maintes reprises depuis des mois, notamment en interpellant le Gouvernement par les manifestations du 9 et 25 octobre dernier devant Matignon, ne soit qu'un écran de fumée pour annoncer le retard d'un projet indispensable et d'ores et déjà financé par les contribuables de nos territoires.

La ligne 17 Nord du Grand Paris Express doit permettre de relier le Mesnil-Amelot, l'aéroport Roissy Charles de Gaulle à Saint Denis Pleyel en desservant le Bourget et le Triangle de Gonesse. En ne respectant pas la parole donnée, de nombreux risques pèseront directement sur nos territoires et notamment sur celui du Val d'Oise tant pour les dessertes des sites pour les Jeux Olympiques 2024 que pour de grands projets attractifs tels qu'Europacity. Les valdoisiens en seront surtout les premières victimes.

« La réalisation de la ligne 17 constitue notamment une condition nécessaire à la réalisation d'EUROPACITY et du quartier d'affaires mais aussi à la crédibilité de la parole de l'État sur ce territoire. Si les engagements pris par notre pays ne pouvaient être tenus vis-à-vis d'un investisseur français tel que le Groupe Auchan, un coup majeur serait porté à la crédibilité de la France, en tant que terre d'investissement, et ce alors que vous promouvez activement, Monsieur le Président de la République, à l'international, une nouvelle politique d'attractivité de notre pays » précisait Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Département, dans un courrier adressé récemment à Emmanuel Macron.

Les élus du Département du Val d'Oise feront entendre leurs craintes au Premier Ministre ce vendredi lors d'une concertation à laquelle participera Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Val d'Oise. Il est temps que le Gouvernement tienne ses engagements, pour le développement et l'attractivité de nos territoires, et pour le bien vivre des habitants.

L'ensemble des élus du Grand Roissy et du Val d'Oise mobilisés

Pour rappel, dans le prolongement de la délibération départementale du 27 mai 2016, les élus du Conseil départemental ont voté à l'unanimité le 29 septembre dernier une motion pour redemander la réalisation de la ligne 17 jusqu'au Mesnil-Amelot et sa mise en service au plus tard à la mi 2024 comme promis par l'Etat. Les élus du Département ont également demandé à l'Etat de confirmer le financement et le calendrier de ce chantier. Les 9 et 25 octobre dernier, une centaine d'élus du territoire a manifesté devant Matignon pour interpeller le Gouvernement. Dernièrement, Arnaud Bazin, Sénateur du Val d'Oise et conseiller départemental, a fait voter un amendement au Sénat supprimant le prêt de 1.7 milliards d'euros accordé par l'Etat au projet CDG Express, pour rappeler que le Gouvernement envisage de ne pas réaliser la ligne 17 du métro automatique au prétexte que cette ligne amènerait un endettement excessif de la France.

Depuis octobre, une pétition portée par les élus du Grand Roissy et du Val d'Oise est ouverte sur change.org ; elle recueille aujourd'hui près de 4200 signataires. Dans un courrier en date du 11 décembre dernier, Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Département du Val d'Oise, a interpellé le Président de la République pour lui rappeler les engagements de l'Etat dans la réalisation de la Ligne 17 du Grand Paris Express et les conséquences néfastes pour le développement du territoire dans l'hypothèse de sa remise en cause.

Contacts presse :

Marine Pivert
Responsable des relations presse
marine.pivert@valdoise.fr
Tél. 01 34 25 34 14 - 06 45 73 29 76

Suivez l'actualité du Département du Val d'Oise sur valdoise.fr, sur [Facebook](https://www.facebook.com/valdoise) et sur [Twitter](https://twitter.com/valdoise).